

Gourdasse Marine ne veut pas faire tomber le gouvernement

écrit par Christine Tasin | 6 janvier 2023





Gourdasse veut juste attendre tranquillement « son heure », à savoir la Présidence de la République, en 2027. Espère un peu, espèce de couillonne. Et laisse-nous crever la bouche ouverte en attendant.

Parce qu'elle croit de bonne foi que, si rien ne se passe, il y aura encore des élections, libres, en 2027, quand l'Europe sera devenue fédérale qui ne nous consultera que sur la couleur des murs des églises pas encore détruites ?

A s'arracher les cheveux. Tu m'étonnes qu'elle se fiche de l'islamisation de la France...

La seule chose qui l'intéresse c'est d'obtenir le pouvoir suprême, de préférence avec l'aide et le soutien des musulmans. Après tout, depuis le temps qu'elle répète que l'islam est compatible avec la République, il va bien falloir qu'elle en récolte les fruits, non ?

On comprend mieux pourquoi elle ne fait pas un caca nerveux quand les insoumis refusent de voter les motions de censure

du RN ! *Surtout pas, malheureux ! Faisons semblant d'être dans l'opposition mais ne faisons rien qui pourrait bouleverser les choses,* diminuer le nombre de députés (voire l'augmenter, ciel ! que ferait Marine avec la majorité à l'Assemblée ?).

Elle le crie sur tous les toits : être Premier Ministre (la conne dit bien évidemment « première Ministre » aussi conne et inculte que Borne et Macron) ; **ça ne l'intéresse pas !** *Gouverner, prendre les grandes décisions, modifier les horreurs que subissent les Français...* Non, non, non, laissez-moi faire semblant d'exister à l'Assemblée pour 5000 euros mensuels, ça me permet de nourrir mes chats et de passer des week-ends sympas avec mes potes... vais pas m'emmerder à gouverner la France et à me battre avec Macron ! Zut alors !

Madame ne veut que les ors de la République, le décorum, les voyages, les petits fours, la présidence du Conseil des Ministres préparé par son beauf... et le reste Madame s'en branle.

On est bien montés avec une opposition pareille. On espère encore un peu en Bardella, mais la garce ne se laissera pas prendre la place comme cela...

Face à l'opposition rencontrée à l'Assemblée nationale, le président de la République, Emmanuel Macron, envisage la possibilité d'une dissolution de la chambre basse. Une éventualité qui n'enchante pas Marine Le Pen, qui a affirmé ne pas vouloir être Première ministre.

Dissoudra, dissoudra pas ? Depuis quelques jours, l'Elysée fait planer la menace de la dissolution de l'Assemblée nationale, en cas de blocage au Palais bourbon. Une menace qui ne fait ni chaud ni froid à Marine Le Pen, désormais ex-présidente du Rassemblement national, [après l'élection de Jordan Bardella](#) à la tête du parti.

«Je n'appelle pas à la dissolution. Je considère qu'Emmanuel Macron n'a aucun intérêt à l'opérer. En l'état, elle consisterait à congédier les électeurs en leur disant « vous avez voté, ça ne me plaît pas, donc on remet les compteurs à zéro et on revote ». Si le Président utilise cet argument comme une menace, elle ne nous fait absolument pas peur», a déclaré Marine Le Pen dans les colonnes du [Journal du dimanche](#).

Par ailleurs, selon [un sondage Ifop-Fiducial](#) publié par le même média la semaine dernière, en cas de nouvelles élections législatives découlant d'une dissolution de l'Assemblée nationale, seule l'extrême droite progresserait. Le Rassemblement national obtiendrait 21% des suffrages, contre 19,2% lors des élections de juin dernier.

Si la menace de la dissolution n'effraie pas [Marine Le Pen](#), elle ne souhaite cependant pas qu'elle se réalise. A la question de savoir si elle briguerait Matignon, l'ex-présidente du RN a répondu : «Je ne souhaite pas être Première ministre. J'ai d'autres ambitions. (...) Celle d'être président de la République. Et ça ne passe pas par la case Matignon. Il y a assez de talents au RN pour remplir ce rôle», a-t-elle déclaré.

Concernant une éventuelle candidature à la présidentielle de 2027, Marine Le Pen a affirmé que rien n'était encore décidé, et qu'elle annoncerait sa décision «dans trois ans et demi». «Une élection présidentielle, c'est un contexte, une opinion publique, des adversaires, des capacités de victoire... C'est tout cela qu'il faudra analyser le moment venu. Et il n'a pas encore sonné», a-t-elle indiqué.

<https://www.cnews.fr/france/2022-11-13/dissolution-de-lassemblee-nationale-je-ne-souhaite-pas-etre-premiere-ministre>